



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James  
James Bay Advisory Committee on the Environment  
ᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑕ ᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕ

Commission de l'agriculture, des  
pêcheries, de l'énergie et des ressources  
naturelles

Déposé le : 18 nov. 2011

CAPERN-115

Secrétaire : VR

[TRADUCTION]

Le 16 novembre 2011

Monsieur Pierre Paradis, président  
Commission de l'agriculture, des pêcheries,  
de l'énergie et des ressources naturelles  
Assemblée nationale du Québec

**Objet : Mémoire du Comité consultatif pour l'environnement de la  
Baie James à l'égard du projet de loi n° 14**

Monsieur le Président,

Vous trouverez ci-joint le mémoire du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) concernant la *Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable* (n° 14). Les recommandations du CCEBJ visent à mieux arrimer le projet de loi avec les principes directeurs du régime de protection de l'environnement et du milieu social de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre 22). Cela concerne notamment le respect des droits d'exploitation des Cris reconnus au chapitre 24 de la Convention.

Le CCEBJ déplore de ne pas avoir eu l'opportunité de présenter son mémoire durant les audiences de la Commission. À cet égard, la CBJNQ stipule que « (...) le comité consultatif est l'organisme privilégié et officiel auquel font appel les gouvernements responsables dans le Territoire relativement à leur participation à l'élaboration des lois et règlements visant le régime de protection de l'environnement et du milieu social (...) » (alinéa 22.3.24). Nous sommes d'avis que la révision de la Loi sur les mines aura des incidences importantes sur l'environnement et le milieu social du Territoire, et que le CCEBJ aurait dû être consulté.

Le CCEBJ est disposé à collaborer avec les membres de la Commission et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune pour assurer la conformité du projet de loi n° 14 avec l'esprit et la lettre du chapitre 22 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

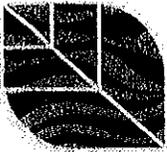
Nous vous prions d'accepter, Monsieur le Président, nos salutations les meilleures.

Le président,

*[ORIGINAL SIGNÉ]*

Ashley Iserhoff

cc. MM. Matthew Coon Come, Grand Chef, Grand Conseil des Cris  
Jean-Sylvain Lebel, sous-ministre associé aux Mines, MRNF



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James  
James Bay Advisory Committee on the Environment  
ᑭ ᐃᑎᐱᑦᑎᑦ ᑭ ᐃᑭᑦᑎᑦ ᐸᑦᑎᑦ ᑎᐃᑦᑦ ᐅᐃ

## **Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James**

### **Recommandations concernant la révision de la Loi sur les mines – Projet de loi n° 14 : Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable**

Novembre 2011

## **Introduction**

Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) a pour mandat d'étudier et de superviser l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social du chapitre 22 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (ci-après « CBJNQ »). De fait, le CCEBJ constitue l'organisme officiel auquel les gouvernements font appel durant l'élaboration de lois et de règlements pouvant avoir une incidence sur le régime du chapitre 22.

Conformément à son rôle, le CCEBJ soumet dans le présent mémoire des recommandations et des préoccupations concernant le projet de loi n° 14 : *Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable* (ci-après « projet de loi »), qui vise à modifier la *Loi sur les mines* (L.R.Q., ch. M-13.1).

L'exercice amorcé par le gouvernement a une signification particulière dans le contexte nordique québécois. Depuis la signature de la CBJNQ en 1975, le territoire de la Baie James (Territoire<sup>1</sup>) a subi des changements biophysiques et sociaux considérables. L'environnement, les ressources naturelles et les collectivités du Territoire font maintenant l'objet de pressions croissantes face au développement, dont celui des ressources minérales. Avec l'annonce du Plan Nord et les développements miniers annoncés et potentiels sur ce territoire, il est essentiel pour le CCEBJ, pour qui la protection de l'environnement est au cœur de son mandat et de ses activités, de faire part de ses commentaires et de ses préoccupations à ce sujet. Par le fait même, le CCEBJ souhaite profiter de cet exercice pour rappeler que certaines règles particulières s'appliquent aux activités d'exploration et d'exploitation minières sur le territoire de la Baie James conformément à la Convention.

Le projet de loi n° 14 montre les efforts du gouvernement pour avoir un développement économique harmonieux favorisant le progrès social et la protection de l'environnement. Le CCEBJ est d'avis qu'une réforme de la *Loi sur les mines* est nécessaire et que l'intégration des principes de développement durable sont essentielles. Dans cette perspective, le présent document met en évidence le contexte particulier du territoire de la Baie James ainsi que certaines préoccupations relativement aux développements liés aux ressources minérales. Le CCEBJ offre quelques recommandations concernant ces enjeux. Celles-ci pourraient être prises en compte dans le présent exercice de révision de la *Loi sur les mines*.

---

<sup>1</sup> Veuillez consulter l'[annexe I](#) pour une carte du territoire de la Baie James.

## **A. Contexte de la Convention de la Baie James et du Nord québécois**

Les particularités juridiques applicables sur le territoire de la Baie James ont retenu notre attention lors de l'examen du projet de loi n° 14. Nous tenons à rappeler cinq points contextuels uniques au territoire de la Baie James et définis dans la CBJNQ en lien avec le développement des ressources minérales qui devraient être pris en compte.

### **1. Droits minéraux et tréfonciers sur les terres de la catégorie I**

Le CCEBJ constate que l'article 341 de la *Loi sur les mines* demeure inchangé; ainsi, il faut en déduire que la *Loi sur les mines* « s'applique sous réserve de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau Québec* (chapitre R-13.1) [et de] la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (chapitre C-67) ... »

Compte tenu de cette disposition de la *Loi sur les mines*, nous comprenons que le chapitre 5 de la CBJNQ, qui expose les grandes lignes du régime des terres, s'applique au Territoire. Ce chapitre, établit certains droits et garanties aux Cris pour chaque catégorie de terres fixée par la CBJNQ. Pour ce qui est des terres de catégorie I, la Convention stipule :

« Dans les terres de la catégorie I, le Québec conserve la propriété des droits aux minéraux et des droits tréfonciers à l'exception des droits accordés par le Québec au moment de la signature de la Convention.

Toutefois, aucun minéral ne peut être extrait ou exploité et aucun droit aux minéraux ni aucun droit tréfoncier ne peuvent être accordés ou exercés dans les terres de la catégorie I sans le consentement de la communauté qui possède des droits sur ces terres et sans le paiement d'une indemnité convenue, en ce qui a trait à l'utilisation des droits sur ces terres. » (al. 5.1.10)

Pour le CCEBJ, le nouveau projet de loi n° 14 n'est pas suffisamment clair à ce sujet. Nous soulignons l'importance de respecter les droits et les dispositions du chapitre 5 de la CBJNQ, protégée par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982.

### **2. Statut particulier des Cris et consultation publique sur le territoire de la Baie James**

Le CCEBJ reconnaît les différentes améliorations proposées dans le projet de loi visant à favoriser un développement minéral associé aux communautés et intégré dans le milieu. Nous croyons qu'il est dans l'intérêt des promoteurs comme des gouvernements de consulter la population dès que possible dans le processus minier, conformément aux principes de la *Loi sur le développement durable* et aux principes directeurs du régime de protection de l'environnement et du milieu social exposés au chapitre 22 de la CBJNQ (voir annexe II). À cet égard, le CCEBJ aimerait porté à votre attention deux particularités s'appliquant au territoire de la CBJNQ :

- 1) L'annexe 1 du chapitre 22 de la CBJNQ précise que toute exploitation importante proposée sur le Territoire est automatiquement assujettie au processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social, incluant les consultations publiques.

- 2) Tel que stipulé au chapitre 22 de la CBJNQ, le régime de protection de l'environnement et du milieu social qui s'applique au Territoire prévoit « lorsqu'il est nécessaire, pour protéger les droits et garanties des Autochtones établis en vertu de la présente Convention et conformément à ses dispositions et leur donner effet, l'établissement par le truchement de mécanismes de consultation ou de représentation d'un statut particulier et une participation spéciale aux Cris leur assurant une participation plus grande que celle normalement prévue pour le grand public » (al. 22.2.2, par. c).

L'obligation de consulter les collectivités des Premières nations, comme il est indiqué à l'article 3 du projet de loi n° 14, constitue une amélioration notable. De plus, le CCEBJ est favorable aux articles 51 et 55 du projet de loi qui obligent les titulaires de claims à procéder à des consultations publiques préalablement à toute demande de bail minier et à constituer des comités de suivi selon les modalités déterminées par règlement.

Toutefois, il faut préciser que ces consultations, telles que formulées dans le projet de loi, s'ajoutent à celles déjà prévues dans le processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social du chapitre 22 de la CBJNQ. Effectivement, en vertu des articles 51 et 55 du projet de loi, le titulaire d'un droit minier doit tenir une consultation publique, établir un comité de surveillance et assurer le suivi des engagements pris lors de la consultation publique. Ces consultations publiques ne peuvent pas substituer au processus d'évaluation et d'examen prévu dans la CBJNQ, et la formation des comités de suivis doit respecter le statut particulier des Cris.

### **3. Avis au propriétaire**

Le CCEBJ appuie l'article 32 du projet de loi n° 14 qui vise à obliger les titulaires de claims à informer les propriétaires ou les locataires des terres concédées, aliénées ou louées par l'État à des fins autres que minières de l'obtention de leurs claims.

Nous vous rappelons que le Territoire est organisé selon un système traditionnel de *terrains de trappe cri*<sup>2</sup>, qui est reconnu par la CBJNQ à l'article 24.3.25 (voir la carte à l'annexe III). Ce système prévoit la désignation d'un *maître de trappe cri* pour superviser la récolte faunique dans chacun des terrains de trappe, d'où l'importance accordée à la protection de l'environnement (CBJNQ, al. 22.2.4) et à la protection des droits et garanties d'exploitation accordés aux Cris<sup>3</sup> (voir l'annexe III). Pour l'instant, il en va du bon vouloir des promoteurs miniers d'aviser les maîtres de trappe cris de leur présence et des travaux prévus sur le Territoire.

Le CCEBJ est d'avis que les maîtres de trappe et les utilisateurs du territoire devraient être au fait des activités minières qui prennent place sur le Territoire. Nous croyons que ces avis doivent être également communiqués à certaines institutions cries mieux placées pour assister les maîtres de trappe dans une démarche administrative pour laquelle ils ne sont pas forcément outillés.

---

<sup>2</sup> Un *terrain de trappe cri* désigne tout endroit où les activités relatives à l'exploitation sont menées sous la surveillance d'un *maître de trappe cri* (alinéas 24.1.8 et 24.1.9 de la CBJNQ).

<sup>3</sup> « Exploitation » désigne les activités de chasse, de pêche et de piégeage, selon l'alinéa 24.1.13 de la CBJNQ.

#### **4. Droits et garanties d'exploitation de la faune accordés aux Cris selon le chapitre 24 de la CBJNQ<sup>4</sup>**

Le régime de protection de l'environnement et du milieu social du chapitre 22 vise, entre autres, à assurer que les Cris puissent pratiquer pleinement leurs droits et garanties accordés en vertu du chapitre 24 de la CBJNQ.

Les articles 90 et 91 du projet de loi n° 14 accordent un pouvoir discrétionnaire au ministre pour ce qui est de l'exclusion des activités minières d'aires comprises à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation et d'aires affectées à la villégiature suivant un schéma d'aménagement et de développement, ou encore pour éviter des conflits avec d'autres utilisations du territoire. Rien dans le projet de loi ne laisse croire que les droits et garanties des Cris en vertu de la CBJNQ pourraient être soumis à ces articles afin de permettre aux Cris d'exercer leurs activités traditionnelles dans certaines zones.

#### **5. Gouvernance crie**

Le CCEBJ rappelle que la structure de gouvernance applicable sur le Territoire est en ce moment en négociation et qu'aucun plan d'utilisation des terres et des ressources n'existe encore pour ce Territoire.

La signature de *l'Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James*, le 17 mai 2011, prévoit une période d'un an pour la signature d'une entente finale qui établira la structure de gouvernance sur le Territoire. L'entente finale permettra une fusion d'éléments de la gouvernance régionale du Territoire et décrira les structures et responsabilités futures des différentes instances administratives et décisionnelles responsables de la planification des terres des catégories IB, II et III. Ainsi, les Cris seront habilités à concevoir et à participer au développement des plans relatifs à l'utilisation des terres et des ressources pour leurs propres terres des catégories IB et II. En outre, les Cris œuvreront en collaboration avec les représentants régionaux de la Jamésie pour ce qui est des terres de la catégorie III.

Le Territoire fera donc l'objet d'une redistribution du pouvoir régional et des compétences municipales et d'un remaniement des entités de planification de l'utilisation des terres et des ressources. Ces changements auront des effets sur la nature et sur l'échéancier des plans d'utilisation des terres et des ressources qui seront produits<sup>5</sup> et sur la délimitation des périmètres urbains et des territoires affectés à la villégiature.

---

<sup>4</sup> Aux fins du présent mémoire, le CCEBJ utilise les termes « droits et garanties des Cris » tout en reconnaissant que le chapitre 24 s'applique à toutes les personnes admissibles autochtones, partie à l'accord, et définies comme telles par les dispositions de l'annexe IV du chapitre 24 de la CBJNQ (modifiée conformément à la Convention complémentaire N° 1).

<sup>5</sup> Par exemple, tous les travaux relatifs au *Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire de la Baie-James*, qui a été proposé en décembre 2010 par la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, ont été suspendus en attente de la résolution de cette question de gouvernance, selon la correspondance échangée avec le MRNF, en date du 30 mai 2011.

En lien avec la gouvernance et la planification crie, le CCEBJ rappelle qu'il existe une politique crie concernant le développement des ressources minérales (« *Cree Nation Mining Policy* »<sup>6</sup>). Cette politique décrit la vision de la Nation crie concernant le développement des ressources minérales dans le respect de trois objectifs qui rejoignent ceux énoncés dans la Stratégie minérale du Québec. En effet, la politique minière de la Nation crie repose sur trois piliers fondamentaux<sup>7</sup> :

- la promotion et l'encouragement d'activités minières;
- les pratiques du développement durable dans le secteur minier; et,
- la transparence et la collaboration.

Le CCEBJ estime que l'intégration des principes élaborés par cette politique dans le présent projet de loi est nécessaire.

## **B. Préoccupations concernant les activités de développement des ressources minérales**

### **1. Expropriation**

Selon l'article 80 du projet de loi n° 14, les titulaires d'un droit minier ou d'un claim et les propriétaires de substances minérales peuvent toujours acquérir, par expropriation, tout bien nécessaire à l'accès au terrain ou à l'exécution de leurs travaux d'exploration ou d'exploitation sur les terres concédées, aliénées ou louées par l'État à des fins autres que minières. En d'autres mots, les titulaires définiront eux-mêmes la portée des expropriations, puisqu'ils détermineront les besoins relatifs aux terres pour leurs activités d'exploration ou d'exploitation.

Bien que les cas d'expropriation soient de nature exceptionnelle, le CCEBJ est d'avis que la *Loi sur les mines* doit être plus précise à cet égard; notamment à propos des droits minimaux des propriétaires et/ou locataires lorsqu'ils font face à l'expropriation, et l'inclusion des sites funéraires traditionnels des Premiers nations dans les zones exemptées des expropriations.

### **2. Exploration**

Le CCEBJ reconnaît que le processus minier – de la phase initiale de recherche à la phase d'exploitation – est une activité nécessitant des investissements majeurs et comportant de nombreux risques et incertitudes. Nous comprenons aussi que la phase d'exploration de l'activité minière est un élément crucial déterminant la viabilité d'un gisement ou d'un projet.

Il est à noter, cependant, que l'industrie de l'exploration est de plus en plus active au Québec : ces activités ont augmenté en moyenne de 65% par an depuis 2000. On note que 57% des dépenses d'exploration en 2010 se sont faites dans le Nord-du-Québec, suivi de l'Abitibi-

---

<sup>6</sup> Le document est disponible, uniquement en Anglais, à : [www.gcc.ca/pdf/ENV00000014.pdf](http://www.gcc.ca/pdf/ENV00000014.pdf)

<sup>7</sup> Ibid., pages 4-8.

Témiscamingue (32%) et de la Côte-Nord (8%)<sup>8</sup>.

Préoccupé par cette réalité, le CCEBJ s'est penché en 2008 sur la question de l'exploration minière dans le cadre de la révision des annexes 1 et 2 du chapitre 22 de la CBJNQ<sup>9</sup>. Selon le rapport produit, plusieurs activités d'exploration, en particulier le forage, le décapage et l'exploration souterraine, peuvent avoir des impacts significatifs sur l'environnement. En effet, les impacts sur l'environnement peuvent varier considérablement selon cinq phases générales des travaux d'exploration:

1. Les activités de recherche préliminaire;
2. Le prélèvement de petites quantités d'échantillons;
3. Les travaux de dégagement de substratum rocheux;
4. Le prélèvement plus important d'échantillons pouvant impliquer l'utilisation de la dynamite;
5. Après l'obtention de résultats positifs, l'exploration peut se transformer en étape préliminaire d'exploitation en faisant appel à des forages et à l'extraction de quantités substantielles de minéral<sup>10</sup>.

Il ressort aussi de ce rapport que « si l'exploration minière est généralement exemptée [du processus d'examen des répercussions environnementale et sociale], elle demeure problématique car la distinction entre l'exploration et l'exploitation est parfois discutable<sup>11</sup>. »

Pour le moment, nous croyons que les questions d'autorisations d'exploration minière liées à une quantité donnée de substances extraites restent floues et devraient plutôt être liées aux impacts sur l'environnement. En effet, à la suite des amendements proposés par l'article 33 du projet de loi n° 14, l'autorisation ministérielle d'extraire plus de 50 tonnes métriques est discrétionnaire et les activités requérant ces autorisations ne sont pas définies. Pour favoriser une supervision et un examen rigoureux, il importe donc de caractériser les activités d'exploration minière en fonction des dommages qu'elles sont susceptibles de causer à l'environnement et au milieu social afin de définir et revoir les seuils liés à l'exploration minière. Si nécessaire, cela devrait comprendre une évaluation et un examen des impacts environnementaux.

Le Comité ne désire pas ajouter aux exigences administratives ni suggérer que toutes les activités d'exploration sur le Territoire devraient faire l'objet d'une évaluation ou d'un examen environnemental. Il souhaite plutôt établir un portrait global et juste de toutes les activités affectant l'environnement de façon significative, y compris celles rattachées à l'exploration minière, et qu'une supervision gouvernementale soit assurée de manière à garantir une protection

---

<sup>8</sup> Page 23 de la «La filière minérale au Québec : contribution socio-économique au développement du Québec et de ses régions – 2010 », publié par l'association Minière du Québec et l'Association de l'Exploration Minière du Québec. Disponible à : [http://www.amq-inc.com/images/stories/documentation/tude\\_eb\\_data\\_f.pdf](http://www.amq-inc.com/images/stories/documentation/tude_eb_data_f.pdf). Dernière consultation : 20 septembre 2011.

<sup>9</sup> Rapport du CCEBJ 2008 : Rapport de recommandations concernant la révision des annexes 1 et 2 du régime de protection de l'environnement et du milieu social : Les listes de projets assujettis ou exemptés du processus d'évaluation et d'examen. Disponible à : <http://www.ccebj-jbace.ca/francais/publications/documents/Rapport-Revisiondesannexes1-2-sitelinternet.pdf>.

<sup>10</sup> *Ibid.*, page 28.

<sup>11</sup> *Ibid.*, page 29.

appropriée de l'environnement, de la santé et de la qualité de vie des collectivités, en accord avec les principes de la *Loi sur le développement durable*.

### **3. Effets cumulatifs**

En raison de l'augmentation des pressions liées au développement dans le Territoire, le CCEBJ est préoccupé par les effets combinés et cumulatifs des activités humaines sur l'environnement. Tel qu'il a été mentionné, l'augmentation des activités d'exploration observée au Nord-du-Québec, incluant le territoire de la Baie James, devrait se poursuivre. On s'attend également à ce que les projets d'exploitation suivent cette tendance.

Les activités d'exploitation et d'exploration, notamment celles ayant atteint un stade « avancé », amènent généralement des développements connexes à proximité du site principal de la mine (c.-à-d. construction de routes ou de pistes d'atterrissage, campements, entreposage de combustible, etc.). Une combinaison d'activités prend alors forme et c'est l'ensemble de ces activités qui produit de tels effets cumulatifs. De plus, une augmentation du nombre total de mines et de projets d'exploration de stade « avancé » dans le Territoire entraînera également des effets cumulatifs à l'échelle de la région. Ces effets cumulatifs régionaux sont d'autant plus préoccupants si on tient compte des développements connexes liés au régime minier et aux autres activités de développement en cours dans la région.

Ni la *Loi sur les mines*, ni le projet de loi n° 14, ne prennent en considération les effets cumulatifs du régime ou du processus minier. À cette fin, il serait souhaitable que le gouvernement et les décideurs régionaux soient mieux informés des activités minières afin :

- de mieux encadrer ces activités ;
- de réaliser un suivi environnemental adéquat ;
- d'obtenir une vue d'ensemble des projets ayant lieu simultanément.

De plus, il sera très innovateur que le gouvernement ait un pouvoir discrétionnaire pour refuser certaines activités minières afin atténuer les effets cumulatifs dans les secteurs où de nombreux projets de développement sont déjà en cours ou dans les secteurs lourdement affectés par des activités humaines.

### **4. Restauration et réaménagement**

Le CCEBJ prend acte des avancées particulières proposées dans le projet de loi n° 14 concernant la restauration et le réaménagement de sites. Le Comité apprécie ces améliorations compte tenu des préoccupations engendrées par les sites de mines orphelines et des problèmes de contamination rencontrés au fil des ans sur certains sites du Territoire. Cependant, nous mettons en doute le besoin d'un délai de grâce de trois ans entre la fermeture du site et le début obligatoire des travaux de restauration et de réaménagement. Nous sommes convaincus que la désaffectation et la fermeture de sites peuvent être planifiées de façon appropriée.

## 5. Accès à l'information et enregistrement des activités minières

Le droit d'accès du public à l'information est essentiel pour améliorer la sensibilisation du public à la mise en œuvre efficace du développement durable<sup>12</sup>. Le CCEBJ se réjouit des divers amendements du projet de loi n° 14, lesquels apportent des précisions sur l'enregistrement des activités minières, la divulgation d'information, la notification des propriétaires ou la consultation publique.<sup>13</sup>

Par contre, le CCEBJ est préoccupé par rapport au registre prévu dans le projet de loi n° 14 et dans la *Loi sur les mines* (c.-à-d. GESTIM Plus). Selon le CCEBJ, ce registre n'est pas convivial pour les non-initiés et il est incomplet quant aux renseignements sur les projets d'exploration et d'exploitation, les sites déclassés ou les sites contaminés. En effet, l'accès du public à l'information par le registre GESTIM Plus se limite aux éléments suivants :

- Les titres et baux miniers (y compris la désignation sur cartes) ;
- Les concessions minières;
- La liste des certificats d'autorisation délivrés pour les projets d'exploration et d'exploitation, laquelle contient généralement le nom du projet, le nom du requérant, de même qu'une brève description du territoire. Il n'y a pas de descriptions significatives des activités d'exploration ou d'exploitation en cours ou proposées;
- Les rapports sur les activités minières du Québec, publiés chaque année par le MRNF (c.-à-d. après le début des travaux ou parfois après la fin des travaux);
- Les rapports techniques et les communiqués publiés par les sociétés d'exploration et d'exploitation.

En raison de ces lacunes, il est souhaitable d'établir une liste complète des éléments et des activités devant être inscrits au registre public afin d'inclure tous les aspects liés au cycle de vie d'un projet minier et de s'assurer que ce registre soit facilement accessible tout en offrant des documents et des renseignements vulgarisés.<sup>14</sup>

Le CCEBJ est d'avis que certains renseignements peuvent être tenus à l'écart du domaine public, notamment ceux traitant des aspects financiers des projets et des rapports énumérés dans l'article 228 de la *Loi sur les mines*. Par ailleurs, compte tenu du point de vue de l'exercice actuel, un maximum d'information, de plans et de rapports liés à l'environnement doivent être mis à la disposition du public.

---

<sup>12</sup> Se référer au principe « accès au savoir » à la page 7 de la *Loi sur le développement durable* du Québec (L.R.Q. ch. D-8.1.1).

<sup>13</sup> Les articles 8, 9, 10, 32, 51 et 55 du projet de loi n° 14.

<sup>14</sup> Nous avons souligné l'importance d'un registre plus détaillé et facilement accessible au public à plusieurs reprises. Nos efforts les plus récents incluent une lettre envoyée au Sous-ministre associé aux Mines - MRNF, le 14 avril 2011, de même qu'une autre adressée au Sous-ministre du MRNF, envoyée le 4 août 2010.

## Les recommandations du CCEBJ

Le CCEBJ estime que les modifications à la *Loi sur les mines*, proposées par le projet de loi n° 14, sont un pas positif vers une harmonisation entre le régime minier actuel et les principes du développement durable. À la lumière des préoccupations décrites ci-dessus, nos recommandations pour le projet de loi n° 14 sont les suivantes :

1. L'article 2 du projet de loi doit être amendé de manière à faire référence à la *Loi sur le développement durable* et à son ensemble de 16 principes, afin de clarifier les connotations générales de ce qui constitue le développement durable dans le contexte du régime minier.
2. L'article 3 du projet de loi constitue une amélioration notable. Il doit toutefois être amendé de manière à tenir compte de façon claire et précise de la CBJNQ dans le projet de loi.<sup>15</sup>
3. L'article 4 du projet de loi n'est pas clair lorsqu'on le considère dans le contexte des terres de catégorie I. La CBJNQ confirme explicitement que le Québec conserve tous les droits miniers pour les terres de la catégorie I. Il faudrait statuer sur l'applicabilité de l'article 4 sur les terres de la catégorie I, étant donné que l'article 341 de la *Loi sur les mines* demeure inchangé.
4. En vertu des articles 51 et 55 du projet de loi, le titulaire d'un droit minier doit tenir une consultation publique, établir un comité de surveillance et assurer le suivi des engagements pris lors de la consultation publique. Ces consultations ne peuvent pas remplacer le processus d'évaluation et d'examen du chapitre 22 de la CBJNQ, notamment ses protocoles de consultation connexes. En matière de consultation, le CCEBJ recommande :
  - a) L'insertion d'un article ou d'une mention dans le projet de loi qui affirme que les consultations se déroulent dans un cadre établi et conformément aux principes directeurs du chapitre 22 de la CBJNQ ;
  - b) Que ces consultations soient menées en partenariat avec les autorités ou administrations locales et maximisent la participation des Cris.

Concernant les comités de suivis, le CCEBJ recommande l'amendement des articles 51 et 55 du projet de loi, afin de :

- c) Garantir que les titulaires d'un claim en opération sur le territoire de la Baie James tiennent compte du statut particulier des Cris lors de la mise en place des comités de suivi exigés, afin d'assurer une participation et une représentation appropriée des Cris.

---

<sup>15</sup> Là encore, seul l'article 341 de la *Loi sur les mines*, dans le chapitre « Dispositions diverses et transitoires » à la fin de la *Loi sur les mines* fait référence à la législation qui s'applique au territoire de la Baie James. Étant donné que la CBJNQ va beaucoup plus loin que le projet de loi et que la *Loi sur les mines* à l'égard de la consultation publique et que la CBJNQ est protégée aux termes de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle*, nous soutenons que l'article 3 du projet de loi doit être amendé afin de mettre à l'avant-plan la CBJNQ.

- d) Prévoir que ces comités de suivi bénéficient de mandats, d'objectifs et de responsabilités bien clairs pour qu'ils puissent jouer leur rôle adéquatement.
  - e) Avoir une supervision gouvernementale du travail accompli par ces comités de suivi, puisque ces comités seront formés de façon unilatérale par les titulaires d'un claim.
5. L'article 32 du projet de loi n° 14 doit être amendé pour assurer que certaines institutions crie soient avisées systématiquement de toutes les activités minières qui touchent les terrains de trappe d'une communauté donnée, et ce, dès que le statut d'un claim est clair et qu'un titulaire procède à un premier programme de forage.<sup>16</sup>
6. Les articles 90 et 91 du projet de loi doivent être amendés ou qu'un autre article soit ajouter afin que les droits et garanties d'exploitation des Cris en vertu du chapitre 24 de la CBJNQ soient encadrés par le pouvoir discrétionnaire du ministre. Ceci permettrait d'empêcher des activités minières dans certains secteurs utilisés intensivement par les Cris pour l'exercice de leurs activités traditionnelles. Par ailleurs, le Comité recommande fortement une participation réelle des Cris dans la planification et l'utilisation des terres et des ressources, ce qui éviterait l'utilisation du pouvoir discrétionnaire du ministre en cas de conflit d'usage.
7. Le projet de loi n° 14 doit être amendé de manière à inclure un article dans le chapitre « Dispositions diverses et transitoires » de la *Loi sur les mines* qui reconnaît et tiendra compte des nouveaux développements en ce qui a trait à la gouvernance crie et à la planification de l'utilisation des terres et des ressources sur le territoire de la Baie James.
8. Le CCEBJ est d'avis qu'une plus grande précision concernant l'expropriation et l'exploration est nécessaire. En matière d'expropriation, le CCEBJ recommande :
- a) Que le projet de loi soit modifié pour offrir une plus grande précision quant aux droits minimaux des propriétaires ou locataires de terres publiques concédées, aliénées ou louées par l'État à des fins autres que minières lorsqu'ils font face à l'expropriation.
  - b) Que l'on devrait considérer l'inclusion des sites funéraires traditionnels des Premières nations dans les zones exemptées des expropriations comme c'est actuellement le cas pour les cimetières catholiques romains et pour les cimetières non catholiques, approuvé par le ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de la *Loi sur les cimetières non catholiques* (L.R.Q., ch. 17).

En matière d'exploration, le CCEBJ recommande :

- c) Que l'article 33 du projet de loi soit amendé de manière à établir des définitions précises, des seuils et des mesures pour favoriser un encadrement et un examen détaillé

---

<sup>16</sup> Le CCEBJ est d'avis que les maîtres de trappe et les utilisateurs du territoire devraient être au fait des activités minières qui prennent place sur le Territoire. Nous croyons que ces avis doivent être également communiqués à certaines institutions crie mieux placées pour assister les maîtres de trappe dans une démarche administrative pour laquelle ils ne sont pas forcément outillés (par ex. Administrations locales, Administration régionale crie, Association des trappeurs cris, Conseil cri sur l'exploration minière).

- des activités d'exploration minière pouvant avoir des impacts significatifs sur l'environnement et l'utilisation du territoire, y compris une évaluation et un examen des impacts environnementaux si nécessaire.
- d) Que le projet de loi précise l'obligation d'obtenir une autorisation pour les activités d'exploration qui ont des impacts significatifs, ainsi que des obligations ministérielles pour inscrire ces autorisations au registre public.
9. Il est nécessaire que le gouvernement prenne en considération les effets cumulatifs du régime ou du processus minier. À cette fin le CCEBJ recommande :
- a) Que le gouvernement et les décideurs régionaux soient mieux informés des activités minières afin de mieux encadrer ces activités, de réaliser un suivi adéquat, et d'obtenir une vue d'ensemble des projets ayant lieu simultanément.
- b) Que le gouvernement ait un pouvoir discrétionnaire pour refuser certaines activités minières afin d'atténuer les effets cumulatifs dans les secteurs où de nombreux projets de développement sont déjà en cours ou dans les secteurs lourdement affectés par des activités humaines. Les articles 90 et 91 du projet de loi devraient être amendés en ce sens.
10. L'article 76 du projet de loi doit être amendé de manière à contraindre les titulaires d'un claim à débiter les travaux de restauration et de réaménagement aussitôt le site fermé et, dans le cas d'une fermeture imprévue, de justifier le délai requis pour entamer ces travaux. De telles dérogations doivent ensuite être examinées par les comités de suivi appropriés et une autorisation subséquente devra être accordée par le Ministère.
11. Le projet de loi doit établir une liste complète des éléments et d'activités supplémentaires devant être inscrits au registre. Le projet de loi doit être amendé de manière à veiller à ce que chaque entrée dans le registre inclue également un résumé vulgarisé, non technique et bilingue. Les emplacements et une description détaillée des éléments suivants doivent être inscrits automatiquement au registre :
- |  |   |
|--|---|
| a) Toutes les activités d'exploration;                   | d) Les rapports du comité de suivi;               |
| b) Toutes les activités minières, en cours et proposées; | e) Les rapports d'inspection;                     |
| c) Les plans de réaménagement et de restauration;        | f) Les sites déclassés, abandonnés ou contaminés. |
12. L'article 228 de la *Loi sur les mines* doit être révisé à la lumière de la recommandation précédente concernant le registre.

## Conclusion

Le Comité consultatif de l'environnement de la Baie James comprend que le projet de loi n° 14 est conforme à la *Stratégie minérale du Québec*<sup>17</sup> en ce qui a trait aux dimensions économique, environnementale et sociale – les trois éléments indissociables du développement durable<sup>18</sup>.

Nous comprenons également que l'intégration du développement durable au régime minier du Québec vise essentiellement à ce que la politique minière du Québec ne soit plus une politique de « libre accès<sup>19</sup> » (dit « *free mining* »), mais de « *développement minier durable* », qui prend en compte les aspects économique, environnemental et social du régime minier.

Nous reconnaissons que cet exercice représente un travail colossal, requérant l'intégration et l'harmonisation de plusieurs lois, règlements et politiques. Par compte, nous estimons qu'il existe de nombreux points dans la *Loi sur le développement durable* du Québec, dans les principes directeurs du chapitre 22 de la CBJNQ et dans le « *Cree Nation Mining Policy*, » qui peuvent enrichir cet exercice important.

Dans le contexte actuel où la protection des écosystèmes est devenue primordiale et dans le contexte particulier de la Baie James où les activités traditionnelles et la santé des utilisateurs du territoire dépendent directement de la qualité de l'environnement, encadrer de façon rigoureuse les activités qui sont susceptibles d'endommager ce territoire est essentiel. À cet égard, les recommandations dans ce mémoire visent à bonifier le projet de loi n° 14 de façon à mieux encadrer les activités minières et d'assurer leur compatibilité avec le régime de protection de l'environnement et du milieu social de la CBJNQ, et ce, dans l'esprit du développement durable.

---

<sup>17</sup> Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), [http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/mines/strategie/strategie\\_minerale.pdf](http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/mines/strategie/strategie_minerale.pdf). Dernière consultation : 20 septembre 2011.

<sup>18</sup> D'après les notes explicatives de la *Loi sur le développement durable* (L.R.Q., ch. D-8.1.1).

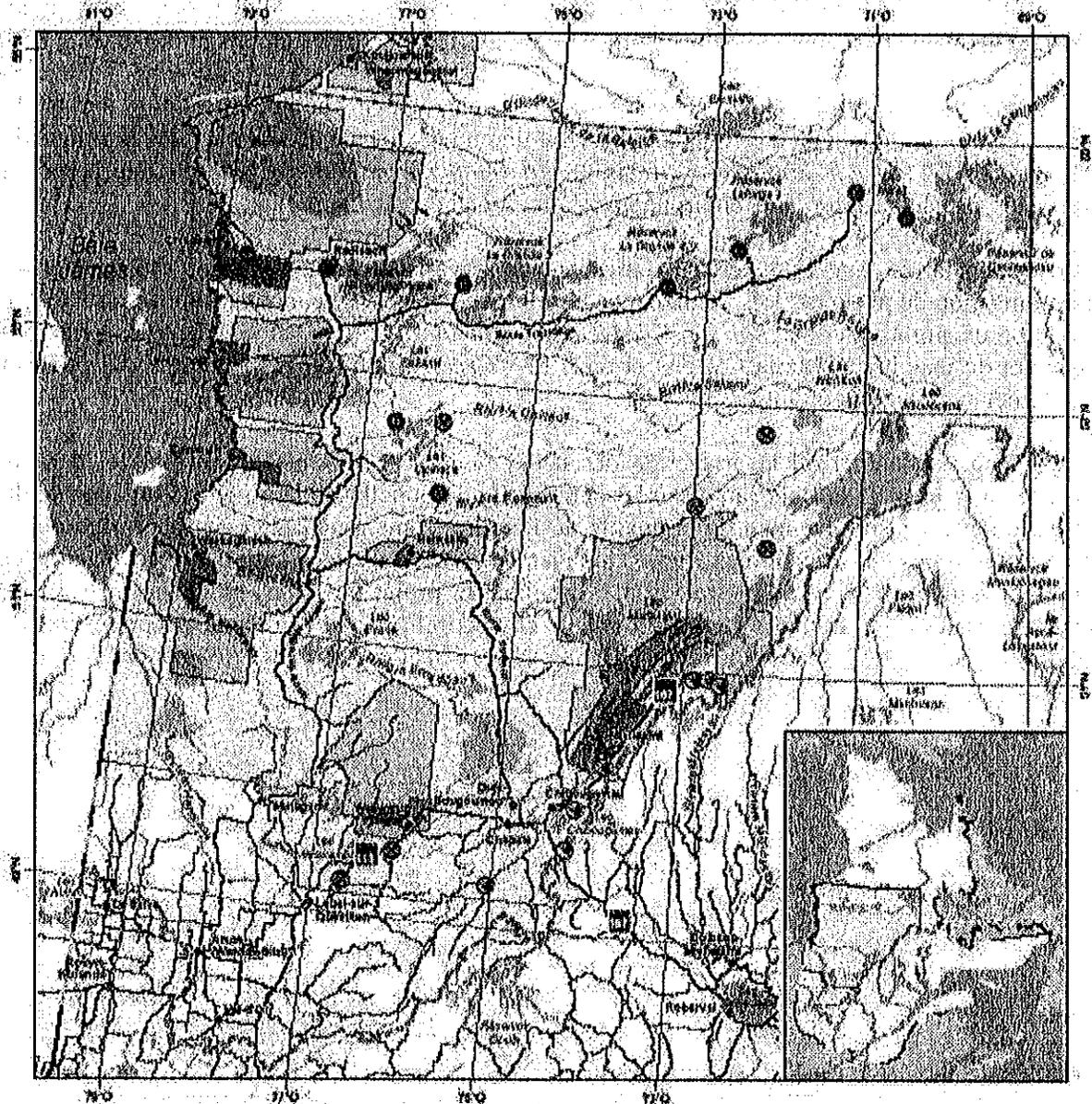
<sup>19</sup> Selon la page 11 du *Rapport sur les activités minières au Québec – 2009*, publié par le MRNF, le « libre accès » ou « *free mining* » s'appuie sur les éléments suivants :

- « Le libre accès à la ressource minérale, sans égard aux moyens du demandeur [titulaire d'un claim];
- Le premier arrivé est le premier servi et il [titulaire d'un claim] obtient le droit exclusif de rechercher toutes les substances minérales du domaine de l'État;
- En cas de découverte, il a l'assurance raisonnable d'obtenir un droit ».

Essentiellement, le libre accès incarne la prééminence actuelle de la *Loi sur les mines* sur les autres lois, règlements, plans et droits existants relatifs aux terres et aux ressources.

# Annexe I – Carte du Territoire

## Territoire d'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social



### Limites

- Territoire d'application du régime
- Terres de catégorie I crs
- Terres de catégorie II crs
- Limite sud du territoire de la CBNG
- Frontière

### Infrastructures

- Projet minier
- Centrale hydroélectrique
- Centrale hydroélectrique en construction

### Territoires de conservation

- Écosystème forestier exceptionnel
  - Aire protégée
- 1 La limite sud du territoire d'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social est définie par la limite nord des terres de catégorie I crs.
- 2 Les terres de catégorie II crs et II crs sont des terres de catégorie I crs.
- 3 Les terres de catégorie II crs sont des terres de catégorie I crs.

### Sources

- Limites territoriales, sites miniers, MRNF-Québec, 2011
- Écosystèmes forestiers exceptionnels, MRNF-Québec, 2015
- Aires protégées, MDDEP, 2011
- Infrastructures hydroélectriques, CEHQ, 2011



Échelle 1:1 500 000  
 Projection: Contour de Lambert NAD83  
 Révisé par le Groupe Hydro, juin 2011

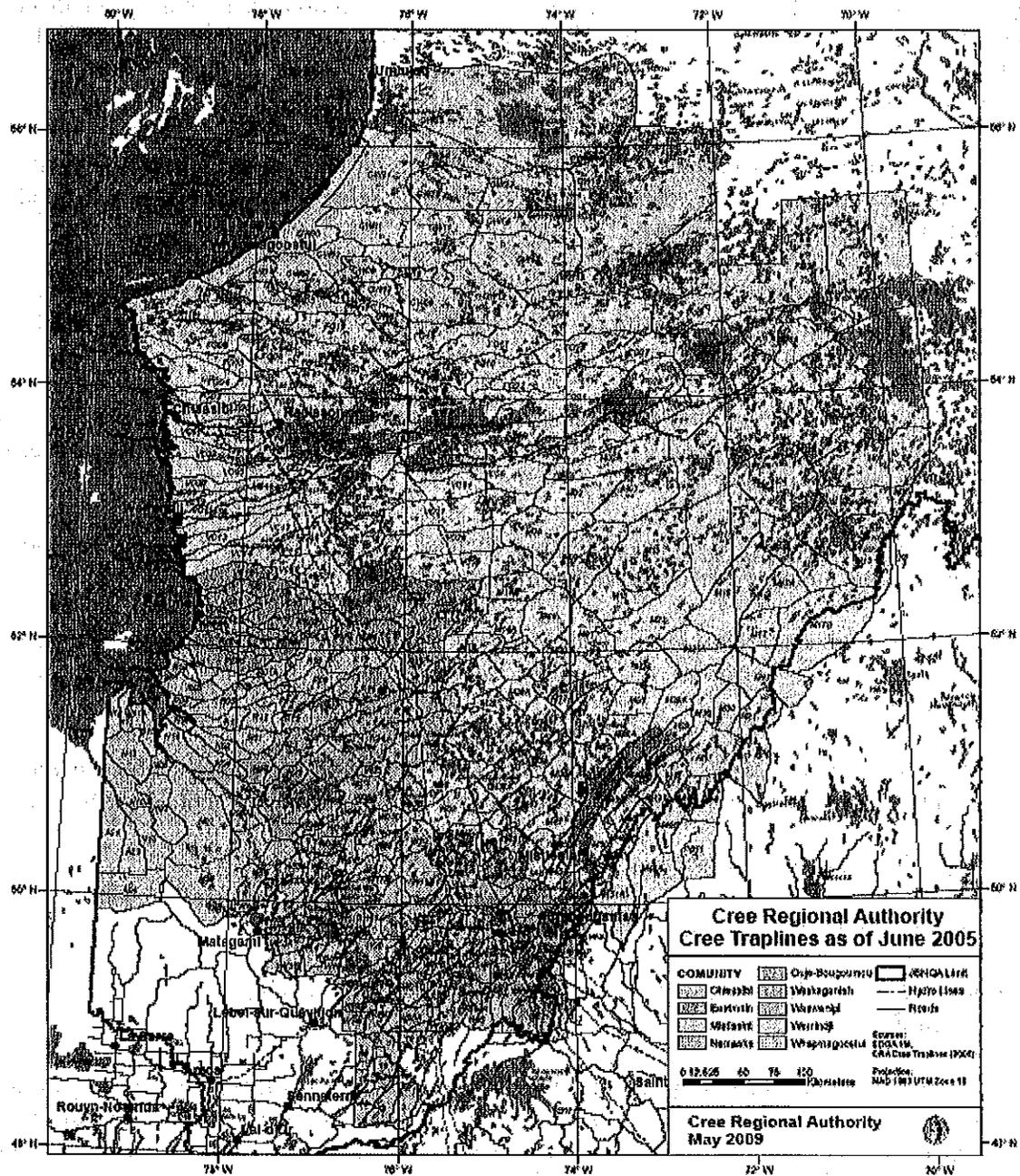
## **Annexe II – Les principes directeurs du régime de protection de l’environnement et du milieu social du chapitre 22 de la CBJNQ**

Formulé au chapitre 22 de la Convention, le régime de protection de l’environnement et du milieu social constitue un mécanisme efficace de protection non seulement du mode de vie autochtone face aux projets de développement, mais aussi des droits et garanties accordés aux Cris. Voici les neuf principes directeurs tirés directement du chapitre 22 (al. 22.2.4):

« Les gouvernements responsables et les organismes créés en vertu du présent chapitre, dans le cadre de leur compétence ou de leurs fonctions respectives selon le cas, accordent une attention particulière aux principes suivants :

- a) « la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage des Autochtones dans le Territoire et de leurs autres droits dans les terres de la catégorie I relativement aux activités de développements ayant des répercussions sur le Territoire,
- b) le régime de protection de l’environnement et du milieu social pour ce qui est de réduire le plus possible les répercussions sur les Autochtones des activités de développement touchant le Territoire,
- c) la protection des Autochtones, de leurs sociétés et collectivités et de leur économie, relativement aux activités de développement touchant le Territoire,
- d) la protection des ressources fauniques, du milieu physique et biologique et des écosystèmes du Territoire relativement aux activités de développement touchant le Territoire,
- e) les droits et garanties des Autochtones dans les terres de la catégorie II établis en vertu du chapitre 24 et conformément à ses dispositions jusqu’au développement de ces terres,
- f) la participation des Cris à l’application de ce régime,
- g) les droits et les intérêts, quels qu’ils soient, des non-Autochtones,
- h) le droit de procéder au développement qu’ont les personnes agissant légitimement dans le Territoire,
- i) la réduction par des moyens raisonnables et plus particulièrement par les mesures proposées ou recommandées à la suite du processus d’évaluation et d’examen, des répercussions indésirables découlant du développement relativement à l’environnement et au milieu social sur les Autochtones et les collectivités autochtones. »

**Annexe III – Carte des terrains de trappage Cris et les droits et garanties d'exploitation de la faune accordés aux Cris<sup>20</sup> établit au chapitre 24 de la CBJNQ<sup>21</sup>**



<sup>20</sup> Aux fins du présent mémoire, le CCEBJ utilise les termes « droits et garanties des Cris » tout en reconnaissant que le chapitre 24 s'applique à toutes les personnes admissibles autochtones, partie à l'accord, et définis comme tels par les dispositions de l'annexe IV du chapitre 24 de la CBJNQ (modifiée conformément à la Convention complémentaire N° 1).

<sup>21</sup> Ces droits et garanties sont directement reliés au régime de protection de l'environnement et du milieu social du chapitre 22 (voir al. 24.11.1).

<b>Droits et garanties des Cris</b>	<b>Alinéas du chapitre 24</b>
L'exercice exclusif du droit d'exploitation (chasse, pêche, piégeage de toute espèce de la faune sauvage).	24.3.1, 24.3.3 & 24.3.19
Le droit d'exploitation partout dans le Territoire à toutes les époques de l'année, sans autres formes d'autorisation et soumis à un minimum de contrôle et de réglementation.	24.3, 24.3.10, 24.3.18 & 24.4.30
Le droit d'exploitation est assujéti au principe de la conservation (ne peuvent être exploitées les espèces menacées ou vulnérables qui font l'objet d'une protection intégrale).	24.2.1; 24.3.2
Le droit d'exploitation est assujéti à certaines restrictions destinées à assurer la sécurité publique (restriction des droits d'exploitation dans les limites des établissements non-autochtones et restrictions possibles des méthodes ou du matériel d'exploitation).	24.3.5, 24.3.7, 24.3.9, 24.3.12, 24.3.14
Le droit d'exploitation à des fins personnelles et communautaires, au don, à l'échange et la vente des produits de l'exploitation entre communautés autochtones, entre membres d'une ou plusieurs communautés autochtones, ou les deux.	24.3.11a & 24.3.11c
Le droit de posséder et de transporter les produits de l'exploitation.	24.3.15
Le droit au commerce et à l'échange de tous les sous-produits de leurs activités d'exploitation.	24.3.16
Le droit exclusif de trapper dans le Territoire y compris à des fins commerciales.	24.3.19
Dans les terres de catégories I et II, le droit exclusif de créer et d'exploiter des pêcheries commerciales relativement aux espèces réservées à l'usage des Cris.	24.3.26
Le droit de chasse exclusif des espèces citées au chapitre 7 de la Convention complémentaire N° 12 à des fins commerciales dans les zones désignées.	24.3A
Le droit exclusif de capture et d'élevage des espèces citées au chapitre 8 de la Convention complémentaire N° 12.	24.3A
Advenant une raréfaction d'une espèce exploitée, priorité d'exploitation par les Cris par rapport aux non-autochtones (si, par exemple, ces derniers possèdent une autorisation de chasse ou de pêche récréatives).	24.6.2 et 24.6.3
Certaines espèces de mammifères, de poissons et d'oiseaux sont réservées à l'usage exclusif des Cris.	24.7.1 et Annexe 2 du chapitre 24
Le droit exclusif de chasse et de pêche dans les zones de droit d'usage prioritaire des terres de catégorie I et II. En respectant le principe de la conservation ainsi que les droits et garanties d'exploitation reconnus aux Cris, contrôle du nombre de non-autochtones autorisés à chasser et à pêcher dans les terres de catégorie III, ainsi qu'aux endroits dans cette catégorie et aux époques où ils y sont autorisés.	24.8.2 24.8.6
Dans les terres de catégorie III et pour une période de 30 ans, droit de premier refus d'exploitation de pourvoies en considérant que ces dernières constituent le principal moyen de contrôler les activités de chasse et de pêche des non-autochtones dans la partie du Territoire au nord du 50° parallèle.	24.8.7 et 24.9.3





Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James  
James Bay Advisory Committee on the Environment  
ᑭ ᐃᑎᐱᑦᑎᑦ ᑭ ᐃᑭᑦᑎᑦ ᐱᑦᑎᑦ ᑎᐃᑭᑦ ᐅᐃ

November 16, 2011

Mr. Pierre Paradis, Chair  
Committee on Agriculture, Fisheries,  
Energy and Natural Resources  
National Assembly of Québec

**Subject: Brief submitted by the James Bay Advisory Committee on  
the Environment in response to Bill 14**

Dear Sir:

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) hereby respectfully submits its brief on Bill 14, *An Act respecting the development of mineral resources in keeping with the principles of sustainable development*. The JBACE's recommendations are aimed at aligning the bill with the guiding principles of the environmental and social protection regime established by the James Bay and Northern Québec Agreement (Section 22), in particular the Cree rights to harvest set out in Section 24 of the Agreement.

The JBACE regrets the lack of opportunity to submit its brief during the hearings held by your committee, especially since the JBNQA stipulates that "The Advisory Committee ... shall be the preferential and official forum for responsible governments in the Territory concerning their involvement in the formulation of laws and regulations relating to the environmental and social protection regime ..." (paragraph 22.3.24). We believe that the review of the *Mining Act* will have major consequences for the Territory and that the JBACE should have been consulted.

The JBACE is willing to work with the members of your committee and the Ministère des Ressources naturelles et de la Faune to ensure that Bill 14 conforms to the spirit and letter of Section 22 of the James Bay and Northern Québec Agreement.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ashley Iserhoff", with a stylized flourish at the end.

Ashley Iserhoff  
Chairman

cc: Matthew Coon Come, Grand Chief, Grand Council of the Crees  
Jean-Sylvain Lebel, Associate Deputy Minister, Mining, MRNF



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James  
James Bay Advisory Committee on the Environment  
ᑭ ᐃᑎᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᑭ ᐃᑭᐱᐱ ᐃᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱ

## **James Bay Advisory Committee on the Environment:**

# **Recommendations concerning the revision of the Mining Act per Bill 14 – An Act respecting the development of mineral resources in keeping with the principles of sustainable development**

November 2011

## INTRODUCTION

The James Bay Advisory Committee on the Environment ('JBACE' or 'Committee,' hereafter) has the mandate to review and oversee the administration and management of the environmental and social protection regime established by and in accordance with Section 22 of the James Bay and Northern Quebec Agreement (hereafter 'JBNQA'). The JBACE exercises its mandate as the preferential and official forum for responsible governments concerning the adoption of policies, laws and regulations or measures having an incidence on Section 22 of the JBNQA.

In accordance with its role, this JBACE brief outlines concerns and offers recommendations regarding Bill 14 – An Act respecting the development of mineral resources in keeping with the principles of sustainable development ('Bill,' hereafter), designed to revise the Mining Act (R.S.Q. Ch. M-13.1).

This exercise is particularly significant from a northern perspective. Since the signing of the JBNQA in 1975, the James Bay Territory<sup>1</sup> has been subject to considerable biophysical and social change. The Territory's environment, natural resources and communities are now the object of increasing development pressure, mineral and otherwise. In light of the announcement of the Northern Plan ('Plan Nord') and of existent and potential mining development projects, the JBACE finds it necessary to offer its concerns and recommendations on the subject, given that environmental protection remains at the center of the Committee's activities. In doing so, the JBACE highlights certain unique rules and protocols which apply for mineral exploration and exploitation activities occurring on the James Bay Territory, in accordance with the JBNQA.

Bill 14 illustrates the efforts made by the government to promote economic development in harmony with social progress and environmental protection. Here, the JBACE shares the opinion that the Mining Act be revised and that the integration of sustainable development principles within the mining regime is essential. We thus highlight the unique context of the James Bay Territory as well as certain concerns relating to mineral resource development. We then offer our recommendations in light of these concerns, and trust that these may be accounted for in the current revision of the Mining Act.

---

<sup>1</sup> Please refer to Appendix I for a map of the James Bay Territory.

## **A. Context of the James Bay Northern Québec Agreement**

The jurisdictional particularities applicable to the James Bay Territory were a source of JBACE concern during our reflections on Bill 14. We feel it necessary to reiterate five contextual points unique to the James Bay Territory, as defined in the JBNQA, that relate to mineral resource development and that must be taken into account.

### **1. Mineral and subsurface rights on Category I lands**

The JBACE recognizes that Section 341 of the Mining Act remains unchanged, such that the Mining Act "...applies subject to the Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories (chapter R-13.1) [and to] the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (chapter C-67)..."

In light of this provision in the Mining Act, we must understand that Section 5 of the JBNQA outlines the land regime applicable to the Territory. This section establishes certain Cree rights and guarantees for each category of land designated in the JBNQA. For Category I lands, the JBNQA stipulates:

*"In Category I lands, Québec remains the owner of the mineral and subsurface rights with the exception of rights already granted by Québec, as of the execution of the Agreement.*

*However, no minerals or other sub-surface rights can be obtained, extracted, mined or exercised from or with respect to all Category I lands without the consent of the particular community with rights over such lands and only upon payment of compensation agreed upon, for the use of rights over such lands." (Par. 5.1.10).*

The JBACE finds that Bill 14 is not sufficiently clear on the subject. Here, we must underline the importance of respecting the provisions of Section 5 of the JBNQA, as it is protected by Section 35 of the Constitution Act of 1982.

### **2. The special status of the Crees and public consultation on the James Bay Territory**

The JBACE appreciates the various improvements proposed in the Bill aimed at promoting socially-acceptable mineral resource development which meets the needs of communities. The Committee is of the opinion that it is in the interest of proponents and governments alike to consult the public as early as possible in the mining process, in accordance with the principles of Québec's Sustainable Development Act, and with the guiding principles of the environmental and social protection regime outlined in Section 22 of the JBNQA (see Appendix II). In light of this, the JBACE wishes to bring to your attention two unique realities pertaining to the territory under the JBNQA:

- 1) Schedule 1 of Section 22 of the JBNQA clearly specifies that all major mining operations occurring in the James Bay Territory are automatically subject to the environmental and social impact assessment and review procedure, including requisite public consultations.

- 2) The environmental and social protection regime applicable in the Territory, as outlined in Section 22 of the JBNQA, provides for a “...*special status and involvement for the Cree people over and above that provided for in procedures involving the general public through consultation or representative mechanisms wherever such is necessary to protect or give effect to the rights and guarantees in favour of the Native people established by and in accordance with the Agreement*” (Par. 22.2.2c).

The Committee holds that Article 3 of the Bill, which ensures that First Nation communities are consulted, is a notable improvement. It equally appreciates Articles 51 and 55 of the Bill which obligate claim holders to hold public consultations prior to applying for a mining lease and to create and implement monitoring committees, in the manner prescribed by regulation.

However, we must point out that these consultations, as they are described in Bill 14, would occur upstream and in addition to those already prescribed by the environmental and social impact assessment and review procedure, as outlined in Section 22 of the JBNQA. Indeed, Articles 51 and 55 of Bill 14 will oblige claim holders to hold public consultations and create monitoring committees to ensure compliance with the commitments made over the course of these public consultations. These upstream consultations cannot replace the JBNQA’s assessment and review procedure, including its consultations, and the formation of monitoring committees must respect the special status of the Crees.

### 3. Notice to the owner

The JBACE supports Article 32 of Bill 14 which seeks to oblige claim holders to inform owners or lessees of lands granted, alienated, or leased by the State for the purposes other than mining purposes, of their claims.

We reaffirm, however, that the James Bay Territory is organized according to a traditional system of traplines,<sup>2</sup> which is recognized by paragraph 24.3.25 of the JBNQA (see Appendix III for a map of Cree traplines). This system provides for the designation of a Cree tallyman who supervises the wildlife harvest on each trapline, hence the importance placed on protection of the environment, including wildlife resources, in the JBNQA (Par. 24.2.4) and on the protection of Cree harvesting rights and guarantees<sup>3</sup> (see Appendix III for an overview of these rights and guarantees). Currently, providing notice to Cree tallymen by mining proponents that are present in the James Bay Territory is a matter of goodwill – it is discretionary.

The Committee affirms that tallymen and other users of the Territory should be aware off all mining-related activities affecting the Territory. The JBACE holds that such notifications must also be communicated to certain Cree institutions which may assist the tallymen with an administrative process for which they may not be necessarily equipped.

---

<sup>2</sup> A ‘Cree trapline’ is an area where harvesting activities are carried out under the supervision of a tallyman (Pars. 24.1.8 & 24.1.9 of the JBNQA).

<sup>3</sup> Harvesting includes hunting, fishing and trapping activities, per Par. 24.1.13 of the JBNQA.

#### 4. Cree wildlife harvesting rights per Section 24 of the JBNQA<sup>4</sup>

The environmental and social protection regime outlined in Section 22 of the JBNQA is designed to ensure that the Crees may fully exercise the harvesting rights and guarantees outlined in Section 24 of the JBNQA.

Articles 90 and 91 of Bill 14 afford ministerial discretion in excluding mining-related activities from areas designated within urbanization perimeters and areas dedicated to vacationing under a land use or development plan, or to avoid conflicts with other uses of the territory. Unfortunately, nothing in the current text of the bill leads us to believe that these harvesting rights and guarantees, as expressed in the JBNQA, may be the object of such exclusions under these articles, so as to protect the continued exercise of Cree traditional activities in certain areas.

#### 5. Cree governance

The Committee must reiterate that the governance structure applicable to the James Bay Territory is currently in negotiation, and that no land use and resource use plans currently exist for the Territory.

The signing of the *'Framework agreement between the Crees of Eeyou Istchee and the gouvernement du Québec on governance in the Eeyou Istchee James Bay Territory,'* on May 17<sup>th</sup> 2011, allows for a one year period to sign a final agreement which will crystallize the future governance structure for the Territory. The final agreement will consolidate the regional governance of the Territory and will outline the future structures and responsibilities of the various administrative and planning bodies responsible for Category IB, II and III lands. Here, the Cree will be empowered to develop land and resource use plans on their own Category IB and Category II lands, and jointly with Jamesian representatives for Category III lands.

Evidently, the Territory will experience a redistribution of municipal power and a reshuffling of the land use and resource planning bodies. These changes will undoubtedly have an effect on the nature and timing of the land and resource use plans that will be produced,<sup>5</sup> and on the delineation of urban perimeters and areas dedicated to vacationing.

In line with the issues of Cree governance and Cree land and resource planning, the Committee would like to stress that a Cree policy regarding mineral resource development already exists – the *Cree Nation Mining Policy*.<sup>6</sup> This policy outlines the vision of the Cree Nation regarding mineral resource development in light of three objectives which are, in a general sense, quite

---

<sup>4</sup> For the purposes of the current brief, we focus on 'Cree rights and guarantees' but recognize that Section 24 applies to all Native beneficiaries to the JBNQA, and defined as such per the provisions of Schedule IV from Section 24 of the Agreement (modified pursuant to Complementary Agreement N° 1).

<sup>5</sup> For example, all work on the *James Bay Regional Plan for Integrated Resource and Land Development*, which was proposed in December 2010 by the then applicable *Regional Natural Resource and Land Commission*, has been suspended pending the resolution of this governance issue – per correspondence with the MRNF, dated May 30<sup>th</sup> 2011.

<sup>6</sup> Available at: [www.gcc.ca/pdf/ENV000000014.pdf](http://www.gcc.ca/pdf/ENV000000014.pdf). Last accessed on October 20<sup>th</sup> 2011.

similar to those found in Québec's *Mineral Strategy*. The *Cree Nation Mining Policy* is based on three fundamental principles:<sup>7</sup>

- The promotion and support of mining activities;
- The promotion of sustainable practices in the mining sector; and,
- Transparency and collaboration.

The JBACE affirms that the principles delineated in this policy must be accounted for in Bill 14.

## **B. Concerns regarding mineral resource development activities**

### **1. Expropriation**

Per Article 80 of the Bill, holders of a mining right or claim and the owners of mineral substances may still acquire, by expropriation, any property necessary to access the land or carry out exploration work or mining operations in areas granted, alienated or leased by the State for purposes other than mining purposes. In other words, claim holders will continue to define the scope of these expropriations as they will determine, on their own, the land requirements for their intended exploration or exploitation activities.

Although the Committee clearly understands that expropriations are very exceptional occurrences, it is of the opinion that the Mining Act requires much added clarity in this regard – particularly, in terms of the minimum rights of property owners and/or lessees when faced with expropriation, and the inclusion of First Nation burial sites in the areas exempt from expropriation.

### **2. Exploration**

The Committee understands that the mining process, from the initial prospecting phase through to the exploitation phase, is a capital-intensive endeavour involving appreciable risk and uncertainty. We also appreciate that the exploration phase of the mining process represents a pivotal stage in determining the viability of a given deposit or project. It must be noted, however, that the exploration industry is becoming increasingly active in Québec, where exploration activities have grown by an average of 65% per year since 2000. We also note that 57% of the province's exploration expenditures in 2010 occurred in the Nord-du-Québec region, followed by the Abitibi-Témiscamingue region (32%), and the Côte Nord region (8%).<sup>8</sup>

The JBACE has been aware of this trend for some time, and that it will be actively supported in light of this Bill, as is expressed in the very first line of its text, and within the context of the Plan Nord.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, pages 4-8.

<sup>8</sup> Per page 23 of '*Québec's Mineral Industry Cluster: Socio-economic contribution to the development of Québec and its regions - 2010*,' published by the Association Minière du Québec (AMQ) and the Association de l'Exploration Minière du Québec (AEMQ). Available at: [http://www.amq-inc.com/images/stories/documentation/tude\\_eb\\_data\\_eng.pdf](http://www.amq-inc.com/images/stories/documentation/tude_eb_data_eng.pdf). Last accessed on September 20<sup>th</sup> 2011.

In light of this reality, the JBACE considered the matter of mineral exploration in its 2008 report on the revision of Schedules 1 and 2 of Section 22 of the JBNQA.<sup>9</sup> This report concluded that several mineral exploration activities, including drilling, stripping and subsurface exploration, can have significant impacts on the environment. Indeed, environmental impacts can vary considerably with the five general phases of exploration:

1. Initial prospecting;
2. Minor sampling;
3. Excavation to rocky substratum;
4. More substantial sampling, occasionally requiring blasting; and,
5. If positive results are obtained, the first stage of mining consisting of drilling and extraction of substantial amounts of ore.<sup>10</sup>

The report also stated that *“Although mineral exploration is generally exempted from [environment and social] impact assessment, it still creates problems because the distinctions between mineral exploration and actual mining are sometimes vague.”*<sup>11</sup>

For the moment, we believe that issues relating to the authorization of exploration activities for a given quantity of extracted material remain unclear and should be more directly oriented towards the environmental impacts created by these activities. Indeed, following the amendments proposed by Article 33 of Bill 14, ministerial authorizations for the extraction of more than 50 metric tons of material remains discretionary and the actual activities requiring these authorizations are not defined. In order to ensure more rigorous oversight and assessment, mineral exploration activities should therefore be characterized as a function of the damage they are likely to cause to the physical and social environments, in order to define and review the impact thresholds for mineral exploration activities. As is necessary, this oversight must also include formal environmental impact assessment or review.

The Committee does not want to add to administrative requirements, nor does it wish to suggest that all exploration activities occurring on the James Bay Territory become the object of an environmental impact assessment or review under Section 22 of the JBNQA. Instead, it recommends that a clear picture of all activities significantly affecting the environment, including those related to mining exploration, be the object of government oversight to ensure adequate environmental protection, health, and quality of life of the affected communities, per the principles of the Sustainable Development Act.

---

<sup>9</sup> JBACE, 2008. Review of Schedules 1 and 2 of the Environmental and Social Protection Regime: Lists of Development Projects Subject to and Exempt from impact Assessment and Review. Available at: <http://www.ccebj-jbace.ca/english/publications/documents/Report-ReviewofSchedules1-2-WebSite.pdf>.

<sup>10</sup> *Ibid.*, page 28.

<sup>11</sup> *Ibid.*, page 29.

### **3. Cumulative effects**

In light of the rapidly accelerating development pressure affecting the James Bay Territory, the JBACE is concerned of the combined and cumulative effects of human development activities on the environment. Moreover, as mentioned earlier, exploration has increased and is expected to continue to do so in the Nord-du-Québec region, including the James Bay Territory. We expect that exploitation will follow this trend.

Mineral exploitation and exploration activities, particularly when these are characterized as 'advanced,' generally involve other developments in proximity to the site of the given work being done (i.e. road or airstrip constructions, camps, fuel storage, etc.). A combination of activities is therefore involved which, when considered together, produce such cumulative effects. Furthermore, an increase in the overall number of mines and 'advanced' exploration projects within the Territory will also produce cumulative effects at a regional scale. These regional cumulative effects are thus further compounded when also considering the other supporting developments that are involved in the mining regime, and the other development activities occurring in the region.

Neither Bill 14, nor the Mining Act, considers the cumulative effects of the mining regime or of the mining process. For this purpose, the government and regional decision-makers should be more clearly informed of all mining activities so as to:

- Strengthen the oversight of these activities;
- Ensure adequate environmental monitoring of these activities;
- Obtain an overall, or global, portrait of the collection of activities occurring simultaneously in the region.

Moreover, it would be quite innovative for the government to exercise discretionary power to refuse certain mining activities in order to attenuate such cumulative effects in areas where many development projects are already occurring, or in the areas already heavily affected by human activities.

### **4. Restoration and Rehabilitation**

The JBACE recognizes the particular advancements proposed in Bill 14 regarding site restoration and rehabilitation. The Committee appreciates these improvements given its continued concerns regarding the orphan mine sites and the contamination problems experienced on certain sites over the years in the James Bay Territory. We question, however, the need to afford a three-year grace period between site closure and the mandatory commencement of restoration and rehabilitation works. We trust that site decommissioning and closure may be adequately planned for.

## 5. Access to information and the register of mining activities

Public access to information is a key component in raising awareness and in ensuring effective implementation of sustainable development.<sup>12</sup> The JBACE applauds the various amendments proposed in Bill 14 which offer added clarity regarding the register of mining activities and that relate to public notification and consultation.<sup>13</sup>

However, the JBACE remains concerned about the register alluded to in Bill 14, and in the Mining Act (i.e. GESTIM-Plus). The JBACE is of the opinion that this register is rather difficult for the layman to access and does not contain all of the information relating to exploration or exploitation projects, decommissioned sites, or contaminated sites. Indeed, public access to information via the GESTIM-Plus register remains limited to:

- Mining titles and leases (including maps);
- Mining concessions;
- The list of authorization certificates issued for exploration and exploitation projects, which generally only consist of the project name, the proponent's name, and a very brief description of the area. They do not provide meaningful descriptions of the actual or proposed exploration or exploitation activities;
- Québec mineral activities reports, published annually by the MRNF (i.e. after the work begins or sometimes even after it has been completed); and,
- Technical reports and press releases issued by the exploration or exploitation companies.

Given these shortfalls, a comprehensive list of additional items and activities that must be included in the public register, including information on all aspects of a given mining project's life cycle, is required. In doing so, the register must also be made more easily accessible and offer non-technical documents and information.<sup>14</sup>

The JBACE agrees that certain information may remain out of the public domain, particularly those relating to financial aspects of the plans and reports listed in Section 228 of the Mining Act. On the other hand, a maximum of information, plans and reports relating to the environment should be made publicly-available given the perspective of the current exercise.

---

<sup>12</sup> See the 'Access to knowledge' principle on page 7 of Québec's *Sustainable Development Act* (R.S.Q. Ch. D-8.1.1).

<sup>13</sup> Articles 8, 9, 10, 32, 51, and 55 of Bill 14.

<sup>14</sup> The JBACE has recommended a more robust central register, providing for hassle-free public access, for some time. Recent JBACE initiatives with the MRNF include a letter addressed to the Associate Deputy Minister of Mines, on April 14<sup>th</sup> 2011, and another addressed to the Deputy Minister, on August 4<sup>th</sup> 2010.

## **JBACE Recommendations**

The JBACE is of the opinion that the amendments to the Mining Act, proposed by Bill 14, represent positive steps forward in terms of aligning the current mining regime with sustainable development principles. In light of the concerns expressed herein, we offer the following recommendations with regards to Bill 14:

1. Article 2 of the Bill must be amended so as to reference Québec's Sustainable Development Act and its set of 16 principles, so as to clarify the overall connotations of what constitutes sustainable development in the context of the mining regime.
2. Article 3 of the Bill, is a notable improvement. However, it must be amended to clearly and specifically account for the JBNQA in the Bill.<sup>15</sup>
3. Article 4 of Bill 14 is unclear when considered in the context of Category I lands. The JBNQA clearly confirms that Québec retains all mineral rights for Category I lands. A ruling regarding the applicability of Article 4 of the Bill on Category I land is required, given that Article 341 of the Mining Act remains unchanged.
4. Articles 51 and 55 of Bill 14 will oblige claim holders to hold public consultations and create monitoring committees to ensure compliance with the commitments made over the course of these public consultations. These consultations cannot replace Section 22's assessment and review procedure, including its related consultation protocols. In terms of consultation, the JBACE recommends:
  - a) The inclusion of an article or reference in the Bill that affirms that these consultations will occur in an established framework and in accordance the guiding principles of Section 22 of the JBNQA.
  - b) That these consultations occur in partnership with the local authorities or governments, and maximize Cree participation.

In terms of the monitoring committees, the JBACE recommends that Articles 51 and 55 be amended to:

- c) Ensure that claim holders operating in the James Bay Territory account for the special status of the Crees when setting up the requisite monitoring committees, in order to guarantee adequate Cree participation and representation thereon.
- d) Ensure that the monitoring committees benefit from very clear mandates, objectives and responsibilities so that they may function as intended.

---

<sup>15</sup> Again, only Section 341 of the Mining Act, in the 'Miscellaneous and Transitional Provisions' section at the end of the Mining Act, makes reference to the legislation applicable to the James Bay Territory. Given that the JBNQA goes much farther than the Bill and the Mining Act regarding public consultation, and that the JBNQA is protected under Section 35 of the Constitution Act, we hold that Article 3 of the Bill must be amended to bring the JBNQA to the forefront.

- e) Ensure government oversight of the work of these monitoring committees, given that they will be formed unilaterally by the claim holders themselves.
5. Article 32 of the Bill must be amended to ensure that certain Cree institutions are systematically notified of all mining activities that affect a given community's traplines. These notices must be sent as soon as the status of a claim is clarified and once the claim holder proceeds forward with the first drilling programme.<sup>16</sup>
6. Articles 90 and 91 of the Bill must be amended, or another article added, so that Cree harvesting rights and guarantees, as outlined in Section 24 of the JBNQA, may be integrated within the purview of the ministerial discretion to disallow certain mining activities in certain areas. This will allow for the discretion to refuse certain mining activities from occurring in areas intensively used by the Crees for the exercise of their traditional activities. Moreover, we strongly recommend that the Cree be afforded meaningful opportunities to participate in land and resource planning, so that the minister's discretionary power need not be unduly exercised to avoid conflicts with other land uses.
7. Bill 14 must be amended to include an article in the 'Miscellaneous and Transitional Provisions' section of the Mining Act which recognizes and will account for the new developments in Cree governance and land use and resource planning, applicable to the James Bay Territory.
8. Bill 14 requires added clarity with regards to expropriation and exploration. In terms of expropriation, the JBACE recommends:
  - a) That the Bill be amended to afford greater clarity regarding the minimum rights of property owners and lessees of public lands granted, alienated or leased by the State for purposes other than mining purposes when faced with expropriation.
  - b) That it be amended to include First Nation traditional burial sites in areas to be exempted from such expropriations, as is currently the case for Roman-Catholic cemeteries and for non-Catholic cemeteries so-approved by the Minister of Health and Social Services under the Non-Catholic Cemeteries Act (R.S.Q., Ch. 17).

In terms of exploration, the JBACE recommends:

- c) That Article 33 of Bill 14 be amended to establish clear definitions, thresholds and measures to ensure a greater degree of oversight and detailed review of those mining exploration activities that have potential to create significant environmental impacts, and impacts on land use. This oversight must also include formal environmental impact assessment or review, as is necessary.

---

<sup>16</sup> The JBACE affirms that tallymen and other users of the Territory should be aware of mining-related activities affecting the Territory. We hold that such notifications must also be communicated to certain Cree institutions which may assist the tallymen with an administrative process for which they may not be necessarily equipped (e.g. local governments, Cree Regional Authority, Cree Trapper's Association, and Cree Mineral Exploration Board).

- d) That the Bill be amended to clearly stipulate the obligation to obtain authorisations for those exploration activities which produce significant impacts, as well as the ministerial obligation to include these authorizations in the public register.
9. The government must take into consideration the cumulative effects of the mining regime and mining process. To this end, the JBACE recommends:
- a) That government and regional decision-makers be more clearly informed of all mining activities in order to strengthen the oversight of these activities, to ensure adequate monitoring, and to obtain a global portrait of the activities occurring simultaneously in the region.
- b) That the government hold discretionary power to refuse certain mining activities in order to attenuate such cumulative effects in areas where many development projects are already occurring, or in areas that are already heavily affected by human activities. Articles 90 and 91 of Bill 14 must be amended accordingly
10. Article 76 of the Bill must be amended to oblige claim holders to begin restoration and rehabilitation works immediately upon closure and, if closure is unforeseen, to provide just cause for the required delay in commencing these works. Such derogations should then require review by the pertinent monitoring committees and subsequent authorization by the ministry.
11. Bill 14 must be amended to establish a comprehensive list of the additional items and activities that must be included in the public register. In doing so, the register must also be made more easily accessible, offering non-technical documents and information. The locations and detailed descriptions of the following items must be systematically included in the register:
- |   |   |
|---|---|
| a) All exploration activities;                | d) Monitoring committee reports                     |
| b) All actual and proposed mining activities; | e) Inspection reports;                              |
| c) Restoration and rehabilitation plans;      | f) Decommissioned, abandoned or contaminated sites. |
12. Section 228 of the Mining Act must be amended in light of the previous recommendation concerning the register.

## Conclusion

The James Bay Advisory Committee on the Environment appreciates that Bill 14 is allied with Québec's *Mineral Strategy*<sup>17</sup> across economic, environmental and social axes – the three recognized 'pillars' of sustainable development.<sup>18</sup>

We further understand that the integration of sustainable development within Québec's mining regime will serve to reorient Québec's mining policy away from one of 'free mining,'<sup>19</sup> to one of 'sustainable mining development' with adequate consideration of the economic, environmental and social aspects of the mining regime.

We recognize that such an exercise is a colossal task, requiring the integration and harmonization of several other laws, regulations and policies. We assert, however, that commonalities regarding sustainable development can already be found within Québec's *Sustainable Development Act*, the guiding principles of Section 22 of the JBNQA, and the principles underlying the *Cree Nation Mining Policy*, which may strengthen and enrich this important exercise.

In the current context, where protection of ecosystems is now tantamount, and in the particular context of the James Bay Territory, where traditional activities and the health of the users of the territory depend directly on quality of the environment, rigorous oversight of those activities which are likely to significantly impact the territory is essential. In this respect, the recommendations offered in this brief are aimed at strengthening Bill 14 in order to more adequately frame mineral development activities, and to ensure their compatibility with the environmental and social protection regime of the JBNQA, in the spirit of sustainable development.

---

<sup>17</sup> Per the Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Available online at: [http://www.mrn.gouv.qc.ca/english/publications/mines/strategy/mineral\\_strategy.pdf](http://www.mrn.gouv.qc.ca/english/publications/mines/strategy/mineral_strategy.pdf). Last accessed on September 20<sup>th</sup> 2011.

<sup>18</sup> Per the 'Explanatory Notes' of the Sustainable Development Act (R.S.Q. Ch. D-8.1.1);

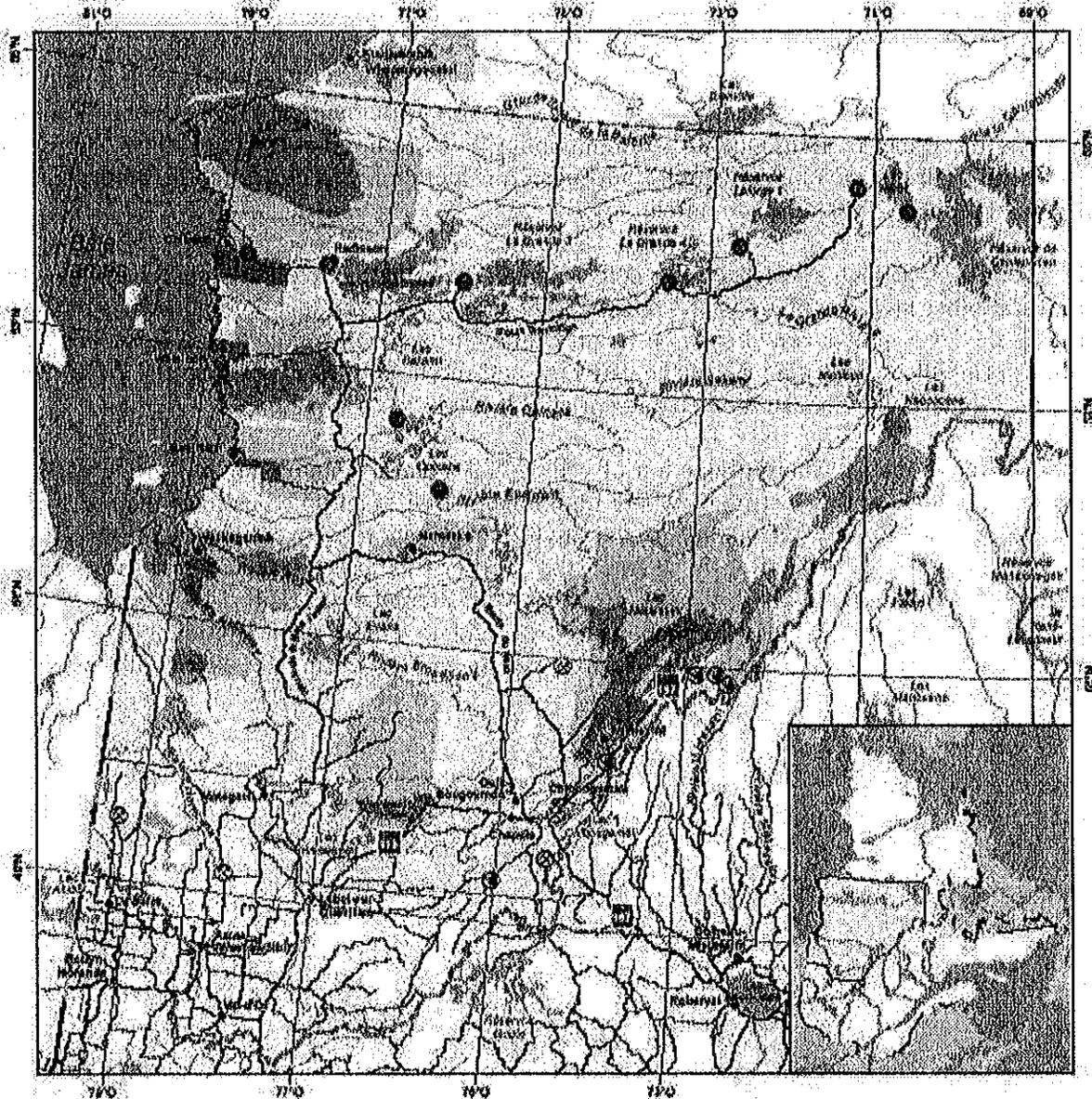
<sup>19</sup> Per page 11 of the *Mineral Activities Report – 2009*, published by MRNF, 'Free mining' pertains to:

- "Free access to the mineral resource, regardless of the applicant's [claim holder's] means;
- On a first-come, first-served basis, applicants [claim holders] obtain the exclusive right to search for all mineral substances in the domain of the State;
- Reasonable assurance that mining rights will be granted in the event of a discovery."

In essence, 'free mining' encapsulates the current primacy of the Mining Act over other laws, regulations, plans and existent rights to land or resources.

# Appendix I – Map of the James Bay Territory

Territory covered by the environmental and social protection regime



- Limite**
- Territory covered by the regime
  - Cree Category I lands
  - Cree Category II lands
  - Southern limit of JBNQA Territory
  - Border
- Infrastructures**
- Active mine site
  - Hydroelectric power station
  - Hydroelectric power station in construction

- Conservation areas**
- Exceptional forest ecosystem
  - Protected area
- 1 The Cree do not recognize the speed on line of the regime at this location.
- 2 Cree recognize Cree Category I and II lands are to be developed.
- 3 The Cree do not recognize the speed on line of the regime at this location.

**Sources:**

Land division, mine site, MRNP-Québec, 2010  
 Protected area, ARDCEP, 2010  
 Hydroelectric infrastructures, OERHQ, 2010

Scale 1:14 850 000  
 Map projection: Coordonnées UTM  
 Produced by: Drope Hypour

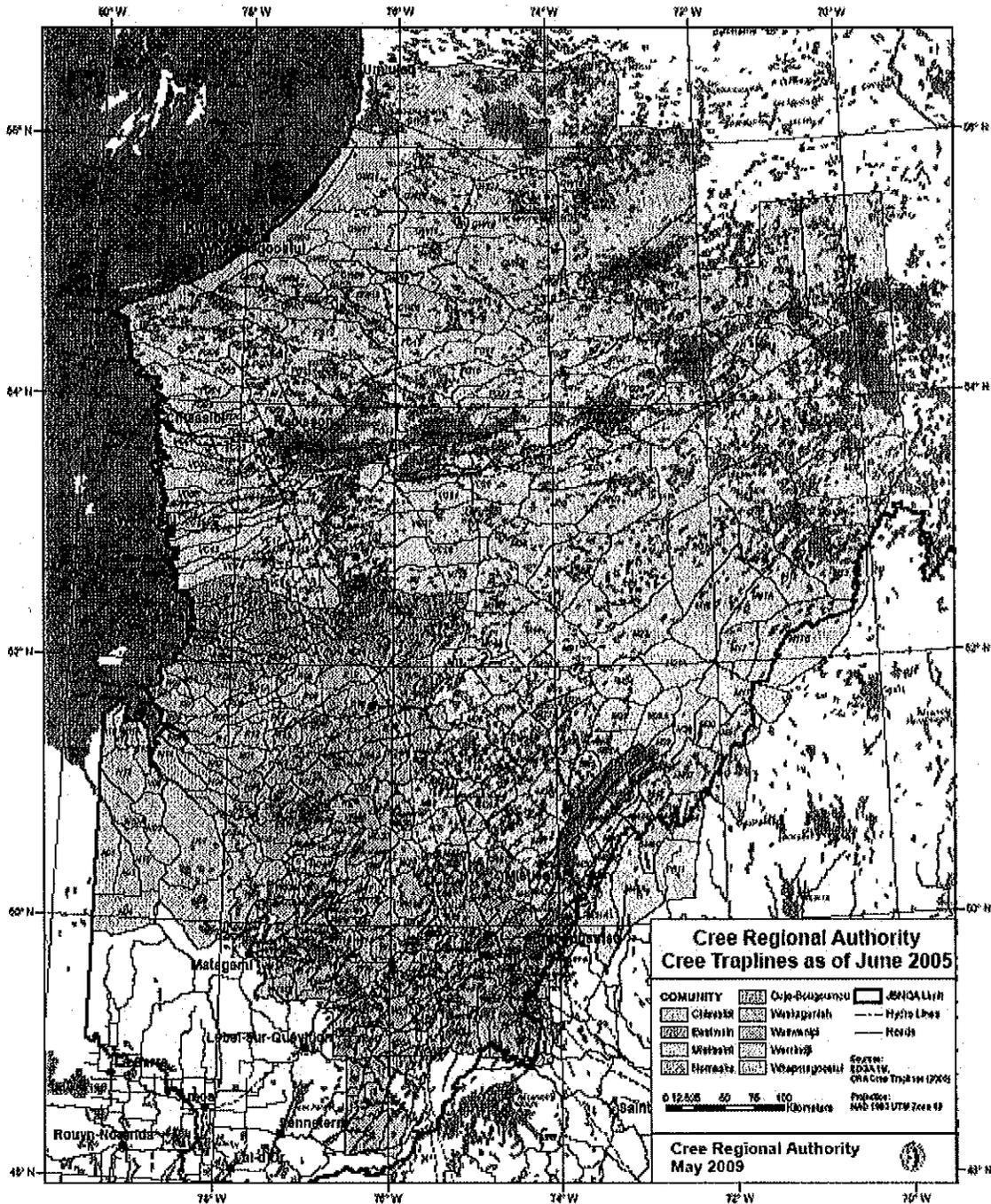
## **Appendix II – Guiding principles of the environmental and social protection regime per Section 22 of the JBNQA**

The environmental and social protection regime applicable to the James Bay Territory, as outlined in Section 22, is subject to a unique set of nine guiding principles. Per paragraph 22.2.4 of the JBNQA:

*“The responsible governments and the agencies created in virtue of this Section shall within the limits of their respective jurisdictions or functions as the case may be give due consideration to the following guiding principles:*

- a) “The protection of the hunting, fishing and trapping rights of Native people in the Territory, and their other rights on Category I lands, with respect to developmental activity affecting the Territory;*
- b) The environmental and social protection regime with respect to minimizing the impacts on Native people by developmental activity affecting the Territory;*
- c) The protection of Native people, societies, communities, economies, with respect to developmental activity affecting the Territory;*
- d) The protection of wildlife resources, physical and biotic environment, and ecological systems in the Territory with respect to developmental activity affecting the Territory;*
- e) The rights and guarantees of the Native people within Category II established by and in accordance with Section 24 until such land is developed;*
- f) The involvement of the Cree people in the application of this regime;*
- g) The rights and interests of non-Native people, whatever they may be;*
- h) The right to develop by persons acting lawfully in the Territory;*
- i) The minimizing of the negative environmental and social impacts of development on Native people and on Native communities by reasonable means with special reference to those measures proposed or recommended by the impact assessment and review procedure.”*

***Appendix III – Map of Cree traplines and outline of Cree harvesting rights and guarantees<sup>20</sup> per Section 24 of the JBNQA<sup>21</sup>***



<sup>20</sup> For the purposes of the current brief, we focus on ‘Cree rights and guarantees’ but recognize that Section 24 applies to all Native beneficiaries to the JBNQA, and defined as such per the provisions of Schedule IV from Section 24 of the Agreement (modified pursuant to Complementary Agreement N° 1).

<sup>21</sup> These harvesting rights and guarantees are directly linked to Section 22’s environmental and social protection regime (see Par. 24.11.1).

<b>Cree Rights &amp; Guarantees</b>	<b>Section 24 Paragraph(s)</b>
The sole and exclusive right to harvest (hunt, fish and trap any species of wild fauna).	24.3.1, 24.3.3 & 24.3.19
Right to harvest at all times of the year without prior administrative authorization, and in all of the Territory, with a minimum of control or regulations applied to them.	24.3, 24.3.10, 24.3.18 & 24.4.30
Crees' harvesting activities are subject to the Principle of Conservation (they may not harvest species requiring complete protection to ensure their continued existence or that of a population).	24.2.1; 24.3.2
Crees' harvesting activities are subject to limitations to ensure public safety (no harvesting within non-Native settlements; possible restrictions on harvesting methods and equipment).	24.3.5, 24.4.7, 24.3.9, 24.3.12, 24.3.14
Right to personal and community use and to the exchange and sale of harvests between Cree communities and between members of a Cree community or communities.	24.3.11a & 24.3.11c
Right to possess and transport the products of harvesting activity.	24.3.15
Right to commerce and trade in all harvest-related by-products.	24.3.16
Exclusive right to trap in the Territory, including the right to trap for commercial purposes.	24.3.19
Exclusive right to establish and operate, within Cat. I & II lands, commercial fisheries related to the species reserved to the Crees.	24.3.26
Exclusive right to hunt for commercial purposes in designated areas where Crees have harvesting rights the species listed in Schedule 7 of Complementary Agreement # 12.	24.3A
Exclusive right to keep in captivity or practice the husbandry of the species listed in Schedule 8 of Complementary Agreement # 12	24.3A
Priority of Cree harvesting – whereby, in the event of scarcity or rarity of harvestable species, priority must be afforded to Cree harvesters in light of non-Native interests (e.g. sport hunting and fishing).	24.6.2 & 24.6.3
Certain species of mammals, fish and birds are reserved for the exclusive use of the Crees.	24.7.1 & Schedule 2 of Section 24
The Crees have the exclusive right to hunt and fish within Category I & II lands within the Cree area of interest.	24.8.2
Control is exercised over the number of non-Natives permitted to hunt and fish in Category III lands and over the places therein and times where they may hunt and fish with a view to giving effect to the principle of conservation and the rights and guarantees in favour of the Crees established by and in accordance with the harvesting regime.	24.8.6
Outfitting, being considered as a principal means of controlling non-Native hunting and fishing activity above the 50 <sup>th</sup> parallel, and the Crees have a right of first refusal to operate as outfitters in Category III lands for a period of 30 years.	24.8.7 & 24.9.3

